



RÔLE, RESPONSABILITÉS DE LA CGT DANS UNE PÉRIODE INÉDITE

Note (2) de réflexion sur l'actualité sociale

Nous vivons une période exceptionnelle, assurément inédite pour la plupart des militants et salariés en activité, à l'exception des plus âgés pour qui, elle convoque sous quelques aspects, un fragment du printemps 1968.

Dans la réalité des faits, le contexte social, syndical, politique dans lequel nous nous trouvons revêt un caractère totalement inédit qui questionne avec acuité le syndicalisme de classe sur son rôle, ses responsabilités et son engagement.

Des syndicats à l'ensemble des structures de la Cgt, y compris la confédération, nous sommes sommés, quel que soit notre niveau de responsabilités, de concourir à la généralisation des actions et à leur convergence.

A ce stade de l'aiguïssement de l'affrontement entre deux classes qui sur le fond se disputent le partage des richesses produites par le travail, il s'agit pour nous dans la Cgt de bien mesurer les évolutions dans les rapports de force et les potentialités que recèle cette situation nouvelle qui s'est déclarée en novembre dernier au travers des «gilets jaunes». Au fil des jours, l'ampleur du mécontentement, de la colère des salariés et du peuple s'exprime à travers la jonction de multiples mobilisations et luttes qui se déploient dans tout le pays,

y compris dans les départements d'outre-mer.

Quand les salariés, les retraités, la jeunesse se reparlent et débattent avec d'autres acteurs qui eux aussi subissent les méfaits du système économique, le nouveau est déjà là.

Le niveau des exigences qui s'expriment, dans lequel la volonté de mettre en cause le système économique, de rompre avec des institutions à la solde des possédants ainsi qu'une profonde détermination au rétablissement de la souveraineté du peuple, pose les bases de ce nouveau temps de l'Histoire.

Ce retournement met au grand jour la crise politique majeure dans laquelle le chef de l'Etat, son gouvernement et les institutions ont perdu toute crédibilité.

Sans équivalence avec d'autres périodes, retraités, actifs, jeunes, salariés, privés de travail, artisans, petits commerçants, professions libérales, exploitants agricoles... participent ensemble ou séparément aux luttes nombreuses en cours, et bon nombre d'autres qui n'ont pas encore pris part aux actions, soutiennent massivement ceux qui résistent et luttent pour que tout un chacun puisse vivre dignement de son travail et n'ait plus à endurer la tyrannie de l'Union européenne et des marchés.

Toutefois, à la différence de d'autres périodes de grands moments de mobilisations populaires (1936 ou 1968) grèves et occupations des entreprises par les salariés, grèves et occupations des facs par les étudiants ne sont pas

encore pour le moment, à l'ordre du jour !

Ce sont cette fois les plus dépossédés que le syndicalisme ne parvenait pas à mobiliser hier qui sont entrés très nombreux en lutte, choisissant pour s'identifier de revêtir un gilet jaune comme l'avait fait avant eux les canuts avec les gilets noirs.

Le démarrage de ce processus de luttes qui vient de loin appelle à la réflexion sur la capacité de la Cgt à mesurer et anticiper ce qui monte dans le salariat, sa réactivité pour prendre des initiatives et sur ce qu'il faut contribuer à mettre en œuvre pour qu'il évolue vers de nouvelles conquêtes sociales.

Cette période d'élévation de l'affrontement de classe dans laquelle nous sommes entrés, nous permet de vérifier par l'expérience, la nature profonde de ceux qui tirent les ficelles de ce système économique et politique et le fait qu'il se fracture de toute part.

Les puissances financières et ceux qui les soutiennent n'ont pas l'intention de céder aux premiers assauts des plus pauvres et ils entendent bien mater cette contestation y compris par la force et la répression policière et judiciaire comme nous en avons déjà de nombreux exemples.

Dans des périodes antérieures, le peuple s'affrontait à une petite frange de possédants et à sa garde rapprochée. Aujourd'hui tirant les expériences des luttes, le capital s'est entouré d'une armée de supplétifs qu'il rémunère grassement pour maintenir le système en place.

Le rapport se situe entre d'un côté 25% appartenant à la classe des possédants et profitant du système, et, de l'autre 75% relevant de la classe des exploités dont une partie ne l'appréhende pas.

Les 25% acquis au capitalisme disposent des richesses, des commandes dans les entreprises privées, dans les services publics, les médias, la justice, la police,

l'armée et entendent conserver par tous les moyens possible le pouvoir.

Parmi ceux là il n'y a pas que les dirigeants et gros actionnaires des groupes, il y a aussi des dirigeants de PME, des spéculateurs, des boursicoteurs, petits actionnaires qui estiment encore qu'ils ont voix au chapitre

Notre classe quant à nous, elle est éparpillée, divisée, affaiblit par tous les coups qui lui ont été portés par le patronat, les gouvernements successifs, par la droite et son extrême, et par les partis sociaux démocrates rompus à l'économie du marché libre et non faussé, organisée par l'Union européenne.

Le salariat à été plongé par le camp du capital dans la spirale infernale de la mise en concurrence et en opposition, attisée par le management au travail, par des politiques qui ont visé à diviser pour pouvoir régner.

Le racisme, la xénophobie, les oppositions entre les jeunes et les plus anciens, entre les ouvriers, employés avec les cadres, entre les femmes et les hommes, l'isolement d'une partie du salariat entrés dans le système D avec le travail au noir et différents petits trafics pour survivre sont le produit et « l'œuvre » du système économique et de ses valets politiques.

Ne taisons pas non plus que la division syndicale à été nourrie, financée, organisée par le patronat, les gouvernements, une partie de la droite et du PS et l'impérialisme américain dès l'instauration du plan Marshall.

Depuis plusieurs décennies le camp du salariat a globalement subi les assauts du capital pendant qu'une minorité a résisté avec courage mais insuffisamment nombreux et rassemblés dans des luttes interprofessionnelles sur des objectifs de conquêtes pour pouvoir gagner. Après des années et des années d'explications de la CGT, de ce qu'il reste

des progressistes organisés dans la société française, s'exprime aujourd'hui une réelle prise de conscience.

Nous assistons à des prises de positions des acteurs des luttes de la période qu'ils aient un gilet jaune, un gilet rouge, ou aucune tenue particulière pour être identifiable, assez remarquables et remplies amplement de bon sens et de lucidité. Et, au-delà des scènes de violences perpétrées par des groupuscules de casseurs à la solde du système et de quelques marginaux, nous sommes en présence d'un début insurrectionnel, contre la faim - les fins de mois qui commencent des la première dizaine de ceux-ci, voire avant, avec la volonté de s'organiser pour durer dans la résistance.

Des événements qui peuvent très vite s'accélérer.

Le pouvoir politique et les médias à sa botte ou plus clairement à la solde des puissances financières tentent de conditionner l'opinion publique aux scènes de violences orchestrées par ces casseurs dont le gouvernement n'apporte aucune réponse sur qui ils sont, quelles sont leurs motivations, qui les paient, leur donne les moyens pour s'entraîner.

En même temps qu'ils nous passent à longueur de journées ces images de violences, témoignages de peur et de chaos, ils tentent de nous présenter d'un côté, le mouvement des gilets jaunes qui se fracturerait et de l'autre des syndicats et un patronat qui voleraient ensemble au secours de Macron et de son gouvernement.

La CGT doit rester lucide sur cette violence

Le recours ce week-end à un dispositif quasi militaire à Paris et dans d'autres grandes villes après une fin de semaine émaillée par la brutalité des forces policières, rappelant comme à Mantes la jolie, des scènes dignes de l'occupation, révèle à ceux qui en doutaient encore, la

nature profonde du système économique et de sa représentation politique.

Les tirs tendus des forces de répressions, les charges répétées et filmées contre les manifestants, faisant des blessés parmi les lycéens, les manifestants qui ne sont pas d'horribles individus casseurs et violents, confirment que les préfets, sous l'autorité du gouvernement ont des ordres pour cogner sans discernement et faire peur. Dans la plupart des grandes villes manifestants et jeunesse lycéenne s'opposant aux réformes du gouvernement, se sont fait gazer, matraquer comme à Tours, Orléans, Toulouse, Marseille, Lille et quantité d'autres villes.

Macron et son gouvernement ont mis en garde et menacé les forces syndicales et politiques qui ne se rallieraient pas à des appels en faveur de « l'apaisement social » pour inciter à ne plus manifester.

La CGT ne peut pas donner dans l'union sacrée

Cette opération visait à obtenir une nouvelle Union Sacrée comme en août 1914 pour la guerre ou plus récemment aux moments des attentats perpétrés à Paris mais cette fois l'objectif était de sauver le soldat Macron, la politique d'austérité de l'Union européenne et de préserver les intérêts de la classe dominante.

Malgré les errements dans le camp du syndicalisme salariés y compris dans la CGT hélas, celle-ci n'a pas pu aboutir. Pas davantage non plus à une alliance entre les syndicats, les organisations patronales et les politiques parce qu'il existe de très fortes oppositions à la base dans les syndicats, les structures de proximité, voire au niveau des fédérations et c'est tant mieux ! Et pas que dans la CGT...

Les gilets jaunes ont vu une évolution du comportement des forces policières qui avaient comme instruction de tout mettre en œuvre pour faire évacuer les

péages autoroutiers, débloquent les zones commerciales et d'activités.

Depuis une semaine les rapports entre la gendarmerie, la police et les manifestants se sont considérablement dégradés sous la pression des instructions des préfets et donc du gouvernement qui lui est aux abois pendant que le locataire de l'Élysée s'est terré dans son palais loin du peuple.

Fort heureusement celles et ceux qui occupent les ronds-points bénéficient d'un très large soutien de la population avec le développement d'une solidarité matérielle, alimentaire et financière pour les aider à tenir ce que l'on n'avait pas connu depuis très longtemps.

Ce soutien dans l'opinion publique contrarie le pouvoir pour déloger par la force, ceux qui expriment des revendications, veulent pouvoir compter et décider, mettant en cause, au fond, le système capitaliste.

La prestation (en différé) de Macron Lundi 10 décembre à 20h n'a pas convaincu ; ses propositions démontrent au contraire que sa ligne politique reste inchangée -toujours plus aux riches et au patronat-, en continuant à rançonner les contribuables, en asséchant les moyens financiers de la sécurité sociale (plus d'allègements de cotisations sociales et carrément leur suppression sur les bas salaires et heures supplémentaires) donc moins de recettes pour la santé, les prestations sociales, les retraites, l'indemnisation du chômage...

Cette énième exonération des cotisations sociales (nommées éhontément charges), totale sur le SMIC et allégée jusqu'à 2,5 fois le SMIC dès 2019 va ouvrir une nouvelle brèche permettant au patronat de tirer encore davantage les salaires vers le bas. De plus avec les heures supplémentaires sans cotisations sociales nous allons assister à l'allongement de la durée du travail, la fin des 35 heures, une aggravation des conditions de travail et du chômage de masse.

En fait rien ne va changer dans les sens de l'intérêt général pour le plus grand nombre, mais au contraire après la précarité sans fin, la pauvreté va s'amplifier (plus de dix millions d'exclus du travail, plus quinze en situation de pauvreté) alors que les fortunes explosent que jamais un pays comme la France n'a versé autant de dividendes aux actionnaires et un PIB qui est monté en flèche dans les dix dernières années.

Sans grandes mobilisations, le gâteau restera pour les possédants, les miettes pour les autres.

Il est donc plus qu'urgent et nécessaire que tous les militants de la CGT, toutes ses directions syndicales se ressaisissent dans une telle situation.

Depuis plus d'un an et demi se multiplient des centaines de luttes des salariés pour défendre les services publics minés par la politique de l'Union européenne et des gouvernements français acquis à sa cause, sans résultat en termes d'avancées.

Il ne s'agit pas d'y revenir, de les mettre en cause mais d'analyser pourquoi. Pourquoi n'ont-elles pas donné lieu à davantage de coordinations, de convergences pour que se retrouvent ensemble les acteurs de ces luttes ?

Est-ce les salariés des professions qui ne veulent pas agir avec ceux d'autres professions enfermées dans des corporatismes ou est-ce les appareils syndicaux ?

Personnellement je n'ai jamais entendu de salariés de la santé, de l'énergie, des cheminots, des métallos, agents des finances ou personnels de l'éducation nationale refuser de se retrouver dans l'action avec d'autres salariés de secteurs et branches professionnelles différentes.

Je n'ai pas davantage rencontré de fonctionnaires qui refusent de se battre avec des salariés du privé.

Repartir des besoins et des attentes des salariés est urgent.

Les gilets jaunes ont pris l'initiative de mobilisations au départ contre la hausse du prix des carburants ce que nous n'avons pas fait nous à la CGT. D'autres depuis, au plan politique se réveillent mais dans tout cela que fait-on dans le respect de l'engagement et de l'indépendance de chacun pour apprécier ce qui nous rassemble pour pouvoir faire converger ensemble nos luttes et surtout rassembler notre classe.

Est-ce que l'on continue à refuser d'agir avec d'autres forces politiques associatives, mutualistes qui sont pour certaines cent fois plus respectables que certains fossoyeurs du social que l'on retrouve dans le syndicalisme ?

Admettons-nous que les acteurs aux gilets jaunes se battent sur des objectifs revendicatifs pour lesquels pour un grand nombre nous nous retrouvons ?

Admettons-nous que sur tous les points ou ils sont rassemblés ou ils se réunissent des quantités de syndiqués de la Cgt y sont présents et actifs ?

Nous devons procéder à ce débat dans la Cgt, à commencer par le CCN pour procéder à des mises à jour dans nos analyses et notre rapport aux autres.

Pour cela encore faut-il écouter la CGT sur le terrain, ses militants, ne pas nier le rôle des autres, faire preuve d'un peu plus d'humilité et de respect des autres.

On ne peut pas demander aux autres de se rallier aujourd'hui à nos actions alors que depuis un mois ils sont présents à distribuer des tracts, filtrer la circulation, occuper jours et nuits des ronds-points sans que dans beaucoup d'endroits la CGT n'apporte son soutien, sa solidarité et essaie de nourrir des convergences.

L'urgence pour la CGT c'est de travailler partout à la mise à jour des cahiers revendicatifs avec les salariés, de leur proposer d'agir pour les faire aboutir en leur donnant notre avis et nos propositions pour qu'ils se prononcent.

Débattre, proposer consulter, rediscuter, revenir à nos explications et propositions jusqu'à déboucher à la prise de décisions pour l'action.

La période nous le confirme dans les formes de luttes et d'actions il n'y a pas que la grève ou rien. S'il faut en passer par des dépôts de revendications, des pétitions dans un premier temps, ne nous privons pas. L'objectif que nous devons nous fixer c'est le démarrage partout dans toutes les fédérations, tous les départements, toutes les villes et entreprises où la CGT est présente, d'un processus de luttes qui permette à un moment donné la généralisation de celle-ci et le tous ensemble.

La CGT doit jouer la transparence

Le gouvernement va tenter de nous phagocytter dans sa nasse avec tous les autres et nous faire entrer dans des discussions en dehors du contrôle des salariés et sur ses objectifs qui sont ceux de l'Union européenne.

Nous avons toujours eu comme principe dans les entreprises de ne jamais rencontrer seul un patron par plus qu'un préfet, **cette règle vaut aussi au plan National.**

Si discussions, voire négociations doivent avoir lieu, cela doit se faire à l'appui du rapport de force dans les entreprises et sous le contrôle des salariés.

Pour éviter toute catastrophe que l'on pourrait payer très cher demain prenons cet engagement publiquement et adressons-nous massivement dans tout le pays aux salariés pour les appeler à l'action en prenant nos responsabilités.

Dans cette période d'effervescence revendicative, le nouveau drame qui

vient de se produire à Strasbourg va hélas constituer une nouvelle déchirure pour que le pouvoir tente d'asphyxier, voire d'éteindre l'information sur les conflits dans les départements

Ce terrible drame pour les victimes et leurs familles ne saurait nous faire oublier pourquoi des individus très perturbés non suivis et non soignés en arrivent à ces passages à l'acte. Il nous montre aussi que l'univers carcéral n'est pas la réponse à toutes les formes de déviance et de délinquance.

La violence de la société, la destruction des moyens dans l'éducation Nationale, l'action sociale, la santé -la psychiatrie, la justice, l'explosion de la paupérisation dans notre pays, le comportement de la France et des pays occidentaux dans le monde, notre implication dans de nombreux conflits sont à la racine de ces comportements délirants.

Cette nouvelle escalade qui nous est présentée comme un acte terroriste doit nous inciter à redoubler d'efforts pour agir en faveur de la paix, du désarmement, de l'interdiction de la commercialisation des armes et la suppression des armes nucléaires et chimiques.

Elle doit aussi nous conduire à exiger un changement radical dans la politique extérieure de la France et la consultation des citoyens sur toutes les décisions qui engagent notre nation.

Pas question de céder aux menaces du pouvoir.

Le Gouvernement ne va pas manquer l'occasion pour renforcer les dispositifs anti grèves et manifestations avec des interdictions que nous allons devoir combattre.

L'heure n'est pas à nous replier à céder au chantage du gouvernement et des patrons, elle est à lutter, à nous conditionner au fait que cette fin d'année ne sera pas comme les précédentes et qu'il va falloir y mettre des moyens de la disponibilité et des forces pour battre ce gouvernement qui entend nous imposer des régressions terribles, comme, soit dit en passant, nous faire admettre qu'il faudrait renoncer au progrès et accepter la misère...

Nous y atteler maintenant peut nous permettre après la journée d'action du 14 décembre de créer les conditions pour développer dès janvier le plus large front pour conquérir de nouvelles avancées sociales et permettre aux syndiqués et salariés de retrouver de la lisibilité dans le positionnement, la stratégie et les revendications de la CGT.

Philippe CORDAT

secrétaire de L'Union Régionale

Centre Val de Loire de la CGT